



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE NEW DELHI

N° 09 – Du 10 mars au 16 mars 2023

En bref

Afghanistan : Visite du Ministre de l'Industrie et du Commerce afghan en Iran. Légère amélioration du contexte économique favorisé par la reprise des exportations et la maîtrise de la volatilité du change.

Bangladesh : Le secteur textile confirme son « verdissement », les chantiers de démolition navale s'y convertissent. Réserves de change au plus bas depuis 6 ans, à 4 mois d'importations. Investissement d'une entreprise pharmaceutique bangladaise dans une usine en Arabie Saoudite.

Bhoutan : Le Bhoutan sortira de son statut de PMA en décembre 2023.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Revue à la baisse de l'estimation de croissance de l'économie indienne par l'agence de notation CRISIL. Recul de l'inflation à 6,44 % en février. *Politique commerciale* : Conduite d'un exercice pour réduire les importations d'articles non essentiels. Chute des importations et des exportations de plus de 8 % chacune en février. *Politique monétaire* : Signature d'un protocole d'accord entre la RBI et la banque centrale des Emirats Arabes Unis pour promouvoir l'innovation financière. Triplement du marché des paiements numériques d'ici 2026.

Népal : Nouveau décaissement de 52 MUSD dans le cadre de la facilité élargie de crédit (FEC) octroyée par le FMI. Le Premier ministre, Pushpa Kamal Dahal, encourage la Chine à investir au Népal. Augmentation du prix des pesticides pour réduire le coût des subventions associées. Consolidation des réserves de change consécutive à la hausse des transferts de migrants.

Pakistan : Légère amélioration de la situation économique depuis janvier 2023 ? En attendant l'accord avec les services du FMI, le gouverneur de la Banque centrale se veut rassurant. Baisse de 10,8 % des transferts de fonds de la diaspora depuis le début de l'année budgétaire 2022/2023. Baisse de 7,9 % en g.a. de la production des grandes industries. L'encours des dettes circulaires dans l'énergie (électricité et gaz) équivalent à 4,7 % du PIB. La Chine demande au gouvernement et à la SBP de régler la dette circulaire due aux IPP chinoises et de donner les moyens à ces sociétés d'acheter des matières premières. Le groupe chinois Sunwalk sur le point d'investir dans un réseau de fibre optique pour un montant de 2 Mds USD.

Sri Lanka : Contraction de l'économie de 7,8 % en 2022. Augmentation du nombre de touristes ; les transferts des travailleurs de la diaspora plus faibles qu'espérés. Vers une facilitation des transactions en roupies indiennes entre le Sri Lanka et l'Inde.

Afghanistan

Visite du Ministre de l'Industrie et du Commerce afghan en Iran

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce (MoIC) de l'administration talibane, Nooruddin Azizi, est actuellement en visite en Iran.

Le programme de visite du Ministre comprend la visite du port de Cha Bahar, de visites d'usines et de différentes zones économiques. À cette occasion, Nooruddin Azizi a également rencontré des officiels iraniens pour discuter de l'amélioration des relations commerciales bilatérales et du développement de nouveaux axes pour faciliter le transit des marchandises. Le porte-parole du MoIC a annoncé l'objectif d'atteindre 10 Mds USD par an d'échanges commerciaux entre les deux pays.

Cette visite intervient après l'inauguration, le 5 mars dernier, d'une chambre de commerce à Kaboul, parrainée par l'Iran. Le centre devrait commencer ses activités courant 2023-2024. Il offrira des services de conseils commerciaux, juridiques et économiques aux entreprises iraniennes et afghannes.

Le gouvernement afghan souhaite réduire son déficit bilatéral avec l'Iran et promouvoir ses exportations. En effet sur la période juillet-décembre 2022, les exportations de l'Afghanistan vers l'Iran se sont élevées à 5 MUSD alors que l'Iran a de son côté exporté pour 350 MUSD de biens sur la même période. Selon la chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Afghanistan, ces échanges, très déséquilibrés, sont largement imputables aux restrictions bancaires iraniennes empêchant les fonds de transiter facilement entre les deux pays. Ce point a d'ailleurs été évoqué en décembre dernier, lors de la rencontre entre l'ambassadeur adjoint de la République d'Iran en Afghanistan, Sayed Hassan Mortazavi, et le ministre des Affaires étrangères taliban, Amir Khan Muttaqi.

Légère amélioration du contexte économique favorisé par la reprise des exportations et la maîtrise de la volatilité du change

Selon Abdul Latif-Nazari, le ministre de l'Économie adjoint de l'administration talibane, plusieurs facteurs économiques ont favorisé la reprise économique du pays : le recouvrement des amendes et des droits de douane à la frontière, les mesures anti-corruption et la lutte contre la contrebande de dollars.

Les exportations afghanes ont atteint 1,9 Md USD en 1401 (année solaire correspondant à la période mars 2022 à mars 2023) contre 850 MUSD l'année précédente, soit une augmentation de 63 %. Pour rappel, les principaux postes d'exportations afghans sont le charbon, les fruits secs et les tapis. Cette reprise est une composante importante de la stabilité du taux de change.

S'agissant du taux de change, Shah Mohammad Mehrabi, ancien membre du conseil suprême de la Banque centrale et actuellement membre du conseil d'administration de l'Afghan Trust Fund en Suisse, affirme que les outils de politique monétaire mis en place ont permis de maintenir la stabilité des prix et de réduire la volatilité du taux de change. Au 16 mars un dollar s'échangeait contre 87 afghanis (contre 91 afghanis au 9 février).

Bangladesh

Le secteur textile confirme son « verdissement », les chantiers de démolition navale s'y convertissent

Depuis une dizaine d'années, les secteurs du textile et du prêt-à-porter ont initié une importante réflexion pour réduire l'impact de la production sur l'environnement. Dès 2020, le Bangladesh est devenu le pays avec le plus grand nombre d'usines textile vertes du monde. Au total, 26 usines sont labelisées « LEED platinum » par l'organisation américaine United States Green Building Council (USGBC). Parmi les 10 premières usines de ce classement, neuf sont

bangladaises, dont Green Textile Ltd, qui est devenue l'usine avec le score LEED le plus élevé au monde. Encore relativement anecdotique (il y a plus de 4000 usines textiles dans le pays), ce verdissement semble se confirmer avec près de 550 dossiers en cours d'instruction par USGBC.

Par ailleurs, deux nouveaux chantiers de démolition navale ont obtenu le label « chantier vert » certifiant le respect de la convention internationale de Hong Kong pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires. Il s'agit de Kabir Ship Recycling Facilities (KRSM Group) et SN Corporation. D'après la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, le Bangladesh a recyclé 8 millions de tonnes en 2021, soit 52 % de l'offre mondiale.

Réserves de change au plus bas depuis 6 ans, à 4 mois d'importations

Les réserves de change ont atteint 31,1 Mds USD mi-mars, après un nouveau paiement de 1 Md USD par l'intermédiaire de l'Asian Clearing Union. Cela représente une baisse de 30 % sur un an, sur fond de dépréciation du taka par rapport au dollar (+25 % en un an) et de forte hausse des importations. Le pays reste très dépendant des achats en devises étrangères de produits énergétiques et de matières premières pour son industrie textile.

Les restrictions ont permis de limiter les importations et de diminuer le déficit de la balance commerciale, mais le fort déficit du compte financier continue de contraindre la banque centrale à injecter des liquidités sur le marché. Depuis juillet 2022, près de 10 Mds USD ont ainsi été injectés.

D'après la formule du FMI, les réserves nettes, excluant les actifs peu liquides, s'établissent à environ 19 Mds USD. Pour déclencher le décaissement de la deuxième tranche du programme FMI signé en janvier 2023, le Bangladesh doit atteindre 24 Mds USD de réserves nettes d'ici juin.

Investissement d'une entreprise pharmaceutique bangladaise dans une usine en Arabie Saoudite

En marge du Bangladesh Business Summit 2023, l'importante délégation saoudienne menée par le ministre du commerce a fait plusieurs annonces.

Beximco Pharmaceuticals, l'une des plus grandes entreprises du secteur pharmaceutique, a notamment annoncé un investissement important pour construire une usine en Arabie Saoudite avec un partenaire saoudien. Les ressources humaines, techniques et financières viendront principalement du Bangladesh, pour un lancement de la production en 2024. En 2019, l'un des concurrents de Beximco, Square Pharmaceuticals, avait déjà investi 12 MUSD à l'étranger pour mettre sur pied une usine au Kenya afin de produire des génériques pour les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est.

Le Ministry of Shipping a également signé un mémoire d'entente avec la compagnie saoudienne Red Sea Gateway Terminal (RSGT) pour la gestion du terminal de conteneurs de Patenga dans le port de Chittagong. Le terminal, construit par la Bangladesh Army pour près de 240 MUSD, a été inauguré à titre expérimental en juillet 2022 et permettra à terme d'ajouter trois nouvelles jetées d'une capacité annuelle de 500 000 conteneurs.

Bouthan

Le Bhoutan sortira de son statut de PMA en décembre 2023

Lors de la conférence des Nations unies rassemblant les « Pays les moins avancés », qui s'est tenue à Doha du 5 au 9 mars, les officiels onusiens ont annoncé la sortie du statut de PMA du Bhoutan en décembre 2023. Le Bhoutan est le seul pays bénéficiant de cette évolution en 2023, le Bangladesh et le Népal ayant pris du retard et visant désormais 2026.

Afin de sortir du statut de PMA, un Etat doit remplir au moins deux des trois conditions minimales suivantes : un revenu national brut par habitant de 2444 USD, un indice de capital

humain (ICH) de 66 et un indice de vulnérabilité économique (EVI) de 32.

Selon les représentants du comité des politiques de développement (CDP), en charge de décider quels pays sont considérés PMA et lesquels sont éligibles à la « graduation », le nouveau statut du Bhoutan aura un impact limité sur l'économie du pays.

Les modalités de financement octroyées par la Banque asiatique de développement (BAsD) et la Banque mondiale, les plus importants bailleurs du pays, devraient restées inchangées. En revanche, les conditions d'accès au marché européen seront modifiées, le pays bénéficiant jusqu'à présent d'un accès sans droits de douane ni quotas.

Le Bhoutan continue à faire face à de nombreux défis structurels tels que la consolidation des réserves de change, l'augmentation de la production nationale, l'amélioration de la qualité du capital humain ou encore le développement du secteur du tourisme.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Revue à la baisse de l'estimation de croissance de l'économie indienne par l'agence de notation CRISIL

L'agence de notation CRISIL a prévu un ralentissement de 100 points de base de la croissance de l'économie indienne pour la prochaine année budgétaire, à 6,0 % (contre une croissance estimée à 7,0 % pour l'exercice en cours). La prévision de CRISIL est ainsi inférieure à celle de la banque centrale, établie à 6,4 %.

Cette revue à la baisse de la croissance indienne s'explique par plusieurs facteurs. Le ralentissement de l'économie mondiale couplé au resserrement des conditions de financement en local pourrait freiner le décollage de la consommation. L'Inde pourrait également être confrontée à la volatilité des prix du brut et des matières premières. Enfin, la prochaine récolte – attendue à partir d'avril (dite « récolte de Rabi »)

- pourrait également impacter à la hausse l'inflation alimentaire. Les risques sont en effet orientés à la hausse compte tenu de la vague de chaleur actuelle et des prévisions de l'Organisation Météorologique Mondiale selon lesquelles un phénomène de réchauffement El Nino est probable au cours des deux prochains mois.

Recul de l'inflation à 6,44 % en février

Selon les données publiées lundi par le Bureau national des statistiques, l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) de l'Inde a reculé à 6,44 % en février (contre 6,52 % en janvier) mais demeure au-dessus du niveau de tolérance de la RBI pour le deuxième mois consécutif.

Toutefois, l'inflation sous-jacente (non alimentaire et hors carburant) reste élevée, à plus de 6,0 % pour le quatrième mois.

Cette situation pourrait entraîner une nouvelle hausse de 25 points de base du taux de mise en pension en avril.

Politique commerciale

Conduite d'un exercice pour réduire les importations d'articles non essentiels

Le gouvernement entreprend un exercice pour réduire les importations de biens non essentiels en vue d'encourager la production nationale de ces produits.

Le ministère du Commerce a ainsi fourni des chiffres d'importation par produit à tous les ministères et a demandé à ces derniers d'analyser ces données pour identifier les importations essentielles et celles qui sont substituables par des produits locaux, si la capacité de production du pays le permet.

Cet exercice se justifie par la nécessité de réduire le déficit commercial du pays, alors que les importations continuent à augmenter. Ces dernières enregistrent ainsi une hausse de 18,8 % sur les 11 premiers mois de l'exercice en cours pour atteindre 653 Mds USD.

Chute des importations et des exportations de plus de 8 % chacune en février

Les importations et les exportations de marchandises de l'Inde ont chacune enregistré une baisse de plus de 8 % sur une base annuelle au mois de février, selon les données du gouvernement publiées le 15 mars. Les exportations de l'Inde se contractent ainsi pour le troisième mois consécutif, reflétant la faiblesse de l'activité manufacturière.

Les exportations de l'Inde ont chuté à 34 Mds USD en février 2023, contre 37 Mds USD le même mois de l'année précédente, tandis que les importations sont tombées à 51 Mds USD contre 56 Mds USD le même mois de l'année dernière.

Politique monétaire

Signature d'un protocole d'accord entre la RBI et la banque centrale des Emirats Arabes Unis pour promouvoir l'innovation financière

La RBI et la banque centrale des Emirats Arabes Unis (CBUAE) ont signé à Abu Dhabi un protocole d'accord le 15 mars visant à renforcer la coopération et favoriser l'innovation relative aux produits et services financiers.

Dans le cadre de ce protocole d'accord, les deux banques centrales collaboreront dans divers domaines relatifs à la FinTech, en particulier ceux liés à la monnaie numérique de banque centrale (CBDC). Ils exploreront l'interopérabilité entre les monnaies numériques de la CBUAE et de la RBI.

Les deux banques centrales réaliseront conjointement une validation de principe et un ou plusieurs projets pilotes afin de faciliter les transactions CBDC transfrontalières, qu'il s'agisse de transferts de fonds et/ou d'échanges commerciaux. L'utilisation transfrontalière des CBDC devrait permettre de réduire les coûts, d'accroître l'efficacité des transactions transfrontalières et de renforcer les liens économiques entre les deux pays.

Le protocole d'accord prévoit également une collaboration technique et un partage des connaissances sur les questions liées à la Fintech et aux produits et services financiers innovants.

Triplement du marché des paiements numériques d'ici 2026

Un rapport récent de PhonePe et du Boston Consulting Group a conclu que le marché indien des paiements numériques devrait plus que tripler d'ici 2026, passant de 3000 à 10 000 Mds USD.

En 2015, le gouvernement indien a lancé son programme Digital India visant à encourager l'utilisation des paiements numériques.

L'interface de paiement unifiée (UPI) a été le porte-drapeau de la révolution fintech indienne - lancée en 2016 par la National Payments Corporation of India (NPCI). Il s'agit d'un système de paiement en temps réel qui permet instantanément des transactions interbancaires peer-to-peer et person-to-merchant via des appareils mobiles.

Les paiements numériques en temps réel représentent désormais près de 40% de l'ensemble des transactions financières du pays.

Afin de poursuivre ces efforts, l'Inde et Singapour ont lancé début 2023 une connectivité transfrontalière entre UPI et son équivalent à Singapour appelée PayNow, permettant des transactions transfrontalières peu coûteuses et plus rapides.

Par ailleurs, la ministre des finances, Nirmala Sitharaman, a annoncé, dans le cadre du budget de l'Union pour 2022-2023, l'introduction de la roupie numérique par la banque centrale.

Parmi les autres services de paiement numériques déjà disponibles en Inde figurent le système de péage électronique national (NETC), opérationnel dans 429 stations de péage du pays, ou encore le fournisseur de services publics, Bharat Bill Payment System (BBPS), qui propose aux clients des services de paiement de factures en ligne pour le paiement des factures d'électricité, de gaz et d'eau.

Les entreprises fintech explorent désormais le concept des paiements hors ligne. HDFC Bank, le plus grand prêteur privé indien, tente ainsi d'exécuter des paiements numériques en mode hors ligne dans le cadre du programme "Regulatory Sandbox" de la RBI. En cas de succès, cela pourrait modifier radicalement le paysage des paiements numériques et accélérer

l'inclusion financière dans les régions isolées qui ne sont pas encore connectées à internet

Népal

Nouveau décaissement de 52 MUSD dans le cadre de la facilité élargie de crédit (FEC) octroyée par le FMI

Une équipe du FMI s'est rendue à Katmandou du 15 au 28 février et s'est entretenue avec un large éventail de parties prenantes dans le cadre des consultations au titre de l'article IV pour 2023 et de la revue du programme de Facilité Élargie de Crédit.

Les services du Fonds et les autorités népalaises sont parvenus à un accord au niveau des services sur les politiques nécessaires pour mener à bien les réformes au titre de la facilité élargie de crédit.

En effet, une enveloppe de 52 MUSD sera accordée au Népal une fois la révision approuvée par le conseil d'administration. Avec ce décaissement, les ressources débloquées s'élèvent désormais à 156,6 MUSD sur un total de 375,8 MUSD.

Selon un communiqué de presse du Fonds, malgré l'impact de l'invasion ukrainienne, le Népal a continué ses efforts dans la mise en œuvre des réformes structurelles, en témoigne le renforcement de la supervision bancaire ou l'amélioration de la transparence institutionnelle. Les experts préconisent cependant, compte tenu de la vulnérabilité du pays aux chocs extérieurs, de conserver une politique monétaire prudente afin de ramener l'inflation vers l'objectif de 7 % fixé par la Nepal Rastra Bank, mais également afin de ne pas mettre les réserves de change du pays sous tension, qui s'élèvent mi-février à un niveau de 10,5 Mds USD, montant suffisant à couvrir dix mois d'importation.

Le Premier ministre, Pushpa Kamal Dahal, encourage la Chine à investir au Népal

Dans le cadre du forum d'investissement sino-népalais, qui s'est tenu le 14 mars dernier à

Katmandou, le Premier ministre Pushpa Kamal Dahal a vivement encouragé la Chine à continuer les investissements dans les infrastructures au Népal, celles-ci constituant la pierre angulaire de la trajectoire de développement du pays.

Par ailleurs, le Premier ministre a souligné, à l'occasion du forum, la priorité pour le Népal de sortir du statut de « Pays les moins avancés » d'ici 2026 et d'obtenir le statut de pays à revenu intermédiaire à horizon 2030. Pour ce faire, il mise sur les investissements chinois et souhaite faciliter les procédures pour ces derniers, notamment dans le domaine de l'hydroélectricité, l'industrie et les infrastructures de transport.

Pour rappel, la Chine est le premier investisseur au Népal – avec 10,7 Mds USD d'IDE enregistrés sur les cinq dernières années - et le deuxième plus grand partenaire commercial après l'Inde, avec des échanges commerciaux atteignant 2,6 Mds USD lors de l'exercice FY22. La Chine représente également pour le Népal la deuxième source de touristes après l'Inde.

En outre, le nouvel ambassadeur chinois au Népal, Chen Song, en poste depuis janvier, semble adopter une stratégie d'influence offensive auprès des officiels népalais, dans la lignée de la stratégie de son prédécesseur Hou Yanqi. Le rapprochement sino-népalais, appuyée par l'élection d'un gouvernement communiste, place le Népal au cœur de la rivalité entre l'Inde et la Chine.

Augmentation du prix des pesticides afin de réduire le coût des subventions associées

Les autorités népalaises ont décidé d'augmenter le prix des pesticides pour la première fois depuis 2012.

À titre d'exemple, un des produits le plus utilisés, le diammonium phosphate (DAP), coûtera non plus 0,32 USD le kilo mais 0,38 USD.

Le ministre de l'Agriculture et de l'élevage annonce dans un communiqué de presse que les prix avaient été augmentés afin d'empêcher la contrebande vers l'Inde (où les fertilisants sont plus coûteux), mais aussi afin de réaliser des économies sur les subventions accordées au secteur agricole, permettant ainsi au

gouvernement d'importer davantage d'engrais pour répondre à la demande croissante (qui s'élève à 520,000 tonnes par an).

Le gouvernement subventionne depuis 2009 les engrais à hauteur de 40/45% afin d'assurer la sécurité alimentaire, contenir l'inflation et augmenter la production agricole.

Consolidation des réserves de change consécutive à la hausse des transferts de migrants

En lien avec la hausse des jeunes népalais partant travailler à l'étranger, les transferts de migrants augmentent de 27% (en g.a.) lors des sept premiers mois de l'exercice budgétaire en cours (mi-juillet à mi-février).

Selon la Banque centrale népalaise, le nombre de jeunes migrants partant à l'étranger pour travailler a augmenté de 57,3% sur la période sous revue. Au total, ce sont presque 500,000 népalais qui ont quitté le pays lors des sept premiers mois de l'exercice budgétaire en cours.

La hausse des envois de fonds a permis, en conséquent, de consolider les réserves de change du pays, qui ont augmenté de 10% entre mi-juillet et mi-février, passant de 9,54 Mds USD à 10,5 Mds USD.

Pakistan

Légère amélioration de la situation économique depuis janvier ?

Les transferts de fonds ont augmenté de 5 % entre janvier et février. Après une baisse de 7,9 % en g.a., l'indice de production des grandes industries (LSMI) a augmenté de 1,48 % entre décembre 2022 et janvier 2023. Les réserves de change de la banque centrale sont passées en trois semaines de 3 Mds USD à 4,32 Mds USD, grâce notamment à un prêt chinois et à des restrictions imposées sur les importations et à des rapatriements de capitaux.

En attendant l'accord avec les services du FMI (SLA - staff level agreement), le gouverneur de la Banque centrale (SBP) se veut rassurant

Le gouverneur de la Banque centrale indique que la situation est sous contrôle et que d'ici la fin de l'année budgétaire au 30 juin 2023, le Pakistan ne devra rembourser que 3 Mds USD, le pays étant parvenu à reconduire une partie importante des prêts en cours avec la Chine et les pays du Golfe. Des premiers signes d'inquiétudes apparaissent toutefois sur les obligations à rembourser d'ici 2024 : la cotation des obligations internationales pakistanaises libellées en USD ont chuté pour le septième jour ouvrable consécutif jeudi et leur rendement a grimpé de 16 points pour atteindre un niveau record de près de 106 % sur le marché mondial.

Les transferts de fonds effectués par les Pakistanais à l'étranger en baisse de 10,8 % depuis le début de l'année budgétaire 2022/2023

La SBP note qu'au cours des huit derniers mois, une partie importante des fonds des Pakistanais de l'étranger ont été envoyés par des canaux parallèles du fait que certains acteurs de l'économie grise comme les « hawallas » offraient des taux de change plus avantageux de 30 à 40 PKR pour 1 USD. Pour cette raison, la SBP pense que le retour à un taux de change flexible devrait participer à améliorer la collecte officielle en devises étrangères.

La production des grandes industries en baisse de 7,9% en g.a.

L'index LSMI publié par l'Office pakistanais des statistiques (PBS) pour les sept premiers mois de l'année budgétaire montre que les deux secteurs les plus touchés par la crise sont le secteur textile (-5,71%) et le secteur de la confection (-3,81%). Viennent ensuite : la construction automobile (-1,55%), l'industrie pharmaceutiques (-1,22%), le secteur du tabac (-0,55%), la cimenterie (-0,86%), le raffinage (-0,69%), l'industrie du tabac (-0,55%) et l'alimentation (-0,32%).

L'encours des dettes circulaires dans l'énergie s'élèverait à 4,7 % du PIB

Pour le think tank « Sustainable Development Policy Institute (SDPI) », le stock des dettes cumulées de l'Etat et des entreprises du secteur public vis-à-vis des acteurs du secteur de l'électricité s'élèverait à 2 400 Mds PKR à fin décembre 2022 (soit 3,5 % du PIB). L'encours de la dette circulaire du secteur gazier s'établirait pour sa part à environ 740 Mds PKR (soit 1,2 % du PIB).

Selon le SDPI, qui a effectué une étude confidentielle sur le sujet financée par la Banque mondiale, les principaux facteurs à l'origine des dettes circulaires sont liés aux ajustements de prix retardés au niveau national par rapport aux cours des matières premières, aux subventions à l'électricité ou au gaz qui n'ont pas été budgétées, au vol d'électricité ou au non-paiement des factures d'électricité.

Pour le think tank, ce sont les contraintes de trésorerie des entreprises publiques actives dans le secteur électrique qui sont à l'origine de délestages électriques organisés par National Transmission & Despatch Company (NTDC) et les sociétés de distribution (DISCO) depuis juillet 2022

La Chine demande au gouvernement et à la SBP de régler la dette circulaire due aux IPP chinoises et de donner les moyens à ces sociétés d'investir d'acheter des matières premières

L'Ambassade de Chine a effectué des démarches (i) auprès du ministre de l'énergie pour protester contre les retards de paiement liés à la dette circulaire pour un montant de 1,5 Md USD aux centrales électriques indépendantes chinoises ainsi qu'(ii) auprès du gouverneur de la Banque centrale pour protester contre les restrictions à l'ouverture de lettres de crédit. L'Ambassade de Chine demande à la SBP de favoriser une reprise de l'importation de lignite sud-africain qui devrait permettre aux contrats de PPP entre les IPP chinoises et le NTDC de pouvoir reprendre sa vitesse de croisière comme avant les restrictions mises en place à partir de mai 2022.

Le groupe chinois Sunwalk sur le point d'investir dans un réseau de fibre optique pour un montant de 2 Mds USD

Le groupe Sunwalk aurait acquis une licence de fournisseur de services de téléphonie (TIP Licence) et aurait l'intention d'investir 2 Mds USD dans le déploiement d'un réseau de fibre optique concernant une zone de 100 000 km au Pakistan. Le droit de passage (RoW) est actuellement en négociation avec le ministère des télécommunications et de l'informatique. Sunwalk aurait déjà investi dans un centre logistique pour un montant de 5 MUSD.

Le projet de Sunwalk consiste à construire l'infrastructure de fibre optique sur des espaces appartenant à l'Etat situés le long des chemins de fer et des autoroutes.

Calendrier :

Economique et politique :

- 23 mars – 21 avril : mois du Ramadan (+/- 2 jours).
- 30 avril 2023 : élections provinciales au Pendjab.
- Mai 2023 (date pas encore précisée) : appels d'offres concernant une dizaine de blocs offshore dans la mer d'Arabie.
- 30 juin 2023 : Fin de l'année budgétaire.
- 12 octobre 2023 (au plus tard) : élections générales.

Commercial :

- 17.06.2023 – 19.06.2023 : Agri Technology Asia 2023 / Food Technology Asia 2023 / Plast Pack Asia 2023 (Karachi)
- 14.09.2023 – 16.09.2023 : International Exhibition of Food & Beverage Processing Packaging / Pakistan Energy Exhibition & Conference 2023 (Lahore).
- 19.09.2023 – 21.09.2023 : Pharma Asia 2023(Karachi).
- 12.10.2023 – 14.10.2023 : Health Asia International Exhibition & Conferences (Karachi).
- 20.10.2023 – 22.10.2023 : Build Pakistan 2023(Lahore).

- 28.11.2023 – 30.11.2023 : Build Asia 2023 (Karachi).

Sri Lanka

Indicateurs	
Population	237 millions d'habitants
PIB	376,5 Mds USD
Croissance du PIB Année 2021/2022 Prévisions (2022/2023)	+ 5,9 % + 2 %
PIB par habitant	1 586 USD
Taux de chômage Taux de chômage des jeunes	7,2% en septembre 2022 en g.a 12,2% en septembre 2022 en g.a
Taux de pauvreté	15 % (novembre 2022) +4,5 % par rapport à novembre 2021
Indice des prix à la consommation	31,5% en février 2022 en g.a
Taux directeur banque centrale	20 % (depuis le 2 mars 2023)
Réserves de change	4,32 Mds USD (un mois de réserves)
Balance commerciale 2021/2022	- 48,6 Mds USD
Compte courant (juin 2022)	-4,6% du PIB
Dette publique	197,2 Mds USD (fin janvier 2023)
Transferts de fonds des émigrés 2021/2022	31 Mds USD
Flux d'IDE 2021/2022	1,87 Md USD (+2,6 % -par rapport à 2020/2021)
Indice de perception de la corruption 2021	140 ^{ème} /180 (124 ^{ème} /180 en 2020)

Contraction de 7,8 % de l'économie en 2022

Le *Department of Census and Statistics* a publié ce 15 mars ses estimations de croissance pour l'année 2022 à Sri Lanka. Après -0,5% au T1, -7,4% au T2 et -11,5% au T3, la croissance au T4 est estimée à -12,4% en g.a. La croissance annuelle s'établit donc à -7,8%, tirée à la baisse principalement par l'industrie (dont la contribution au PIB s'élève à 24,3%), en baisse de 30,1% en g.a. au T4 et de 16% sur l'année. L'industrie manufacturière, la construction et le secteur minier sont parmi les secteurs les plus touchés, qui baissent pour certains de plus de 60%, pénalisés entre autres par les pénuries, la baisse des investissements publics et privés et par les restrictions aux importations imposées au cours de l'année. L'agriculture (9,2% du PIB) affiche quant à elle -4,6% sur l'année, malgré une légère reprise de +0,7% en g.a. au T4 2022 permise par un meilleur approvisionnement en engrais. Les services (61,2% du PIB) ne baissent que de 2%, malgré une contraction de 3,9% au T4. Ajoutées à cette récession, la stagnation de 2019 (-0,2%) et la récession de 2020 (-3,5%) que ne compense pas la légère reprise de 3,3% en 2021 ramènent donc le PIB de 2022 à prix constants à celui de 2016. Cette première estimation de -7,8% reste néanmoins meilleure que les prévisions du FMI qui étaient de -8,7% au moment de la signature du Staff Level Agreement en septembre dernier. Les services de Moody's ont récemment donné pour l'année 2023 une prévision de croissance à -3%, en accord avec les prévisions émises par le FMI en début d'année. Les prévisions de la *Ceylon Chamber of Commerce* sont quant à elles légèrement moins pessimistes avec une contraction du PIB pour 2023 comprise entre 1 et 2%.

Augmentation du nombre de touristes

Les nombres de touristes arrivés à Sri Lanka et les recettes associées s'élèvent respectivement à 107 639 entrées pour 169,9 MUSD au mois de février, contre 96,507 entrées pour 169,4 MUSD un an plus tôt. Sur la période janvier-février 2023,

les entrées touristiques augmentent de 17,5% en g.a. (210 184), mais les recettes associées n'augmentent elles que de 3,5% en g.a. (331,7 M USD). Pour pallier ce différentiel, les autorités ne visent pas seulement à attirer davantage de touristes (cible fixée à plus de 1,5 M pour l'année après 194 495 en 2021 et 719 978 en 2022) mais également à attirer des touristes à plus fort pouvoir d'achat. Après avoir augmenté tout au long du second semestre de 2022, les transferts des travailleurs à l'étranger s'établissent en février à 407,4 MUSD, contre 437,5 MUSD en janvier et 475,6 MUSD en décembre. Si les transferts reçus sur la période janvier-février sont en augmentation de 82% en g.a., leur niveau reste de loin inférieur au niveau de 2020 (592 M USD par mois en moyenne), et ce malgré les départs massifs de travailleurs en 2022 (estimés à plus de 300 000, soit 2% de la population active du pays).

Vers une facilitation des transactions en roupies indiennes entre le Sri Lanka et l'Inde

Lors d'une rencontre organisée par la High Commission indienne à Sri Lanka, les représentants de la Bank of Ceylon, de la State Bank of India et de l'Indian Bank ont indiqué avoir commencé à effectuer des transactions commerciales libellées en INR par le biais de comptes Vostro/Nostro respectifs après la création d'un cadre favorable par la Reserve Bank of India (RBI) et la Central Bank of Sri Lanka (CBSL) en 2022, comprenant la reconnaissance de la roupie indienne comme Designated Foreign Currencies par la CBSL. Les banques ont souligné les bénéfices qu'elles tirent des règlements libellés en INR (délais plus courts, frais de change réduits, facilitation des crédits commerciaux...) et l'impact bénéfique pour les touristes indiens à Sri Lanka. Les banques présentes, le gouverneur de la Banque centrale et le secrétaire d'Etat aux finances sri lankais ont appelé à envisager la possibilité d'élargir cette expérience à l'ensemble des transactions relatives aux biens et services sur le compte des transactions courantes et des transactions sur le compte de capital.

Point d'étape et nouvelles concessions pour les crédits accordés aux PME et individus affectés par la crise

La Banque centrale du Sri Lanka (CBSL) a mis en œuvre plusieurs programmes d'assistance (moratoires, restructuration et rééchelonnement des crédits, taux d'intérêt concessionnels, financement de fonds de roulement, etc) pour les emprunteurs touchés par l'épidémie de COVID-19 et les développements macroéconomiques ultérieurs, par l'intermédiaire des institutions financières. La dernière de ces mesures, appliquée entre juillet et décembre 2022 à l'issue de l'expiration des moratoires liés à la crise sanitaire en mars et juin 2022, demandait aux institutions financières de convenir au cas par cas auprès des emprunteurs affectés par la crise d'accords de remboursement appropriés sur la base de leur nouvelle capacité de remboursement. L'ensemble de ces mesures a concerné 3,3 millions de requêtes pour une valeur totale de 5 994 Mds LKR (16,4 Mds USD au taux de change actuel).

Moratoires / Concessions	Banques agréées		Institutions financières non bancaires	
	Nombre de requêtes approuvées	Valeur totale (Mds LKR)	Nombre de requêtes approuvées	Valeur totale (Mds LKR)
Phase 1	1 344 728	2 473	814 336	313
Phase 2	127 491	941	99 912	60
Phase 3	177 160	921	492 734	168
Phase 4 (jusqu'à mars/juin 2022)	150 077	723	54 386	38
Concessions (Circulaires n°1 et 2 de juillet à	32 699	337	42 419	20

décembre 2022				
Total	1 832 155	5 395	1 503 787	599

Face aux requêtes reçues par elle depuis janvier, la CBSL a décidé le 7 mars de demander aux institutions financières (IF) la mise en place de nouvelles mesures en faveur des MPME et individus affectés par la crise mais susceptibles de relancer leur activité ou de retrouver des sources de revenus leur permettant progressivement de rembourser les prêts qu'ils ont précédemment contractés :

- a. Restructurations et rééchelonnements des crédits accordés, au cas par cas, à la suite d'une évaluation par les IF des capacités de remboursement futures ou de la viabilité de l'entreprise concernée ;
- b. Suspension des actions de recouvrement concernant les prêts non-performants conclus après le 1^{er} janvier 2020, à la suite d'une évaluation par les IF des capacités de remboursement futures ou de la viabilité de l'entreprise concernée, à condition que l'emprunteur soumette un plan de remboursement acceptable ;
- c. Règlement anticipé des crédits : prise en considération sans frais supplémentaires par les banques agréées des demandes de règlement anticipé des crédits, et renoncement au recouvrement des intérêts futurs dans le cas des crédits-bails ; prise en considération par les institutions financières non bancaires des demandes de règlement anticipé des

crédits existants, performants ou rééchelonnées, en appliquant des taux réduits pour les frais de règlement anticipé et le recouvrement des intérêts futurs.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC-	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international